

ÉDITO

Enseigner pour quoi ?

« Revenons à la dictée quotidienne ! » *QUOI ??*
« Des chorales dans tous les collèges ! » *DES CHORALES ?*
« L'uniforme, les compétences, l'employabilité... la République ! » *?!/...*



Là je ne sais vraiment plus quoi dire, ni quoi faire, ni quoi enseigner, ni vraiment pourquoi j'enseigne...

Ah si je me souviens ! Pour que les élèves fassent de bons tests, qu'ielles acquièrent les bonnes compétences et trouvent un bon stage avant de trouver un bon apprentissage ou une bonne orientation qui leur permettra de faire de bonnes études et d'avoir une bonne carrière dans une bonne entreprise avec unE bonNE patronNe...

J'arrête là, j'ai un peu envie de vomir. C'est sans doute à cause d'hier...

Blanquer et Gattaz sont venus jusque dans mon lit polluer ma nuit ! Je rêvais tranquillement, en bon prof, de ma prochaine séquence pédagogique. Des élèves autonomes et émancipéEs en ateliers coopératifs qui partent de leurs expériences personnelles pour construire des apprentissages, moi qui ne suis là que pour leur indiquer où ils peuvent trouver des documents, elles et eux qui prennent ma place et commencent à m'apprendre des trucs... Le rêve quoi !

Mais voilà que deux abrutis cravatés débarquent dans la salle de classe sans s'annoncer. Blanquer prend la parole : « entre ici Pierre Gattaz... » La vache ! Je me suis réveillé en sueur, il allait le panthéoniser de son vivant, avant Johnny Halliday !! J'ai allumé la radio pour ne pas penser, et j'ai entendu...

« Revenons à la dictée quotidienne ! »...
« Des chorales dans tous les collèges ! »...
« L'uniforme, les compétences, l'employabilité... la République ! »

NOUVELLE SECTION SUD EDUC - PAYS HAUT

Nous, enseignantEs du Nord Lorrain, venons de créer une section Sud Educ – Pays Haut, afin d'être au plus près des réalités particulières de nos secteurs et ne pas y laisser s'installer un silence syndical.

Pour ne pas rester isoléE, désarméE ou stigmatiséE face à des situations problématiques, dangereuses ou injustes !

Parce qu'on est plus fortEs touTEs ensemble pour s'organiser, défendre nos droits, stopper les régressions sociales et construire une autre école dans une autre société !

N'hésitez pas à nous contacter pour échanger, faire remonter un besoin, un problème, demander une écoute, un conseil... Et à transmettre l'info autour de vous !

Mail : sudeduclor.payshaut@gmail.com

INFO

BULLETIN LOCAL D'INFORMATION SYNDICALE

Numéro 30 – Janvier 2018

ISSN : 2104-1547 – CPPAP : 1016 S 08325
Dir. De la publ. : Roberto Toscano
Éditeur : SUD Education Lorraine 4 rue de Phalsbourg 54000 Nancy
Imprimé par SUD Education Lorraine
Périodicité trimestrielle

SOMMAIRE

p.1 : Édito : Enseigner pour quoi ? + Section Pays Haut
p.2 : Inclusion SEGPA et ULIS en 6ème + Écriture inclusive + Education Populaire en Argentine
p.3 : La non-mixité n'est pas une ségrégation !
p.4 : neurosciences + école et banque + #balancetonchef

PERMANENCES SYNDICALES

Lundi et Vendredi

de 14h à 17h

4 rue de Phalsbourg - Nancy

Téléphone : 03 83 35 01 48

SUD Éducation Lorraine :
sudeduclor@gmail.com

SUD Éducation 57 :
sudeduc57@gmail.com

SUD Éducation 88 :
sudeduc88@gmail.com

SUD Éducation 54 :
sudeduc54@gmail.com

SUD Éducation 55 :
sudeduc55@gmail.com

Site académique : <http://sudeduclor.lautre.net/>

Site fédéral : WWW.SUDEDUCATION.ORG

SEGPA et ULIS en 6ème : les limites de l'inclusion

Témoignage d'un PE en SEGPA dans un collège des Vosges

Alors que la circulaire SEGPA sur l'inclusion des élèves pré-orientés en 6^{ème} dite « ordinaire » a été mise en application diversement dans l'académie, notre collège a choisi d'inclure ces élèves à temps plein dans les classes avec des PE spécialisés, qui co-interviennent avec les PLC, dans quelques matières dites « fondamentales », sur quelques heures uniquement. Si l'un des objectifs affichés est que les élèves, déjà en difficulté, puissent avoir une vision claire et rassurante de leur scolarité, force est de constater que permettre à ces élèves de travailler de façon optimale relève de la prouesse et m'apparaît à cette heure un vœu pieux.

À titre d'exemple, la notion abordée en mathématiques dès la 2^{ème} semaine de rentrée est la révision sur les nombres à 12 chiffres, avant de passer aux fractions décimales. Or nombre d'élèves préorientés ne maîtrisent pas les nombres au-delà de 10 000, n'ont jamais vu la division et n'ont aucun acquis concernant les nombres décimaux. Malgré un décloisonnement de la classe, l'aide que j'apporte me paraît bien dérisoire et un sentiment d'impuissance m'envahit au regard des besoins qui s'expriment.

Le suivi de plusieurs classes de 6ème par les PE ASH, et de plusieurs élèves par les AESH, oblige les élèves et les enseignantEs à « faire sans » un cours sur deux.

Avec la meilleure volonté du monde, unE professeurE de collège ne peut prendre en charge seule dans sa classe des élèves de SEGPA et d'ULIS en leur apportant les adaptations nécessaires. Face au manque de moyens donnés par l'Éducation Nationale, on peut se poser la question de la pertinence du tout inclusif et de ses effets psychiques sur l'élève en grande difficulté qui ne peut être accompagné dans toutes les matières ni à toutes les heures de son emploi du temps. Comment croire que certainEs élèves de 6ème ne vivent pas comme une souffrance leur échec scolaire dans des classes et disciplines où aucun moyen n'a été prévu pour les accueillir ? Quant aux décloisonnements, en dépit d'un discours rassurant en début d'année afin de ne pas stigmatiser les élèves à besoin, leurs réactions en disent long sur l'image d'elles/eux-mêmes que ce dispositif leur renvoie : « c'est une classe de SEGPA ici ? » « Quand est-ce qu'on retournera dans notre classe ? » « Si j'ai une bonne note, je retournerai dans ma classe ? » En tant que professeur de SEGPA, j'ai toujours donné une importance primordiale au climat de classe, préalable nécessaire à la motivation et aux apprentissages. Or la classe décloisonnée m'apparaît ici comme une non-classe. Le regroupement des élèves en dehors de la classe de référence est vécu par elles/eux comme une punition. Quid de la concertation entre enseignantEs qui doivent faire de la co-intervention dans ces classes ? Alors qu'en SEGPA une heure de synthèse est prévue dans l'emploi du temps des professeurEs, aucune réunion (ni dans le temps de service ni dans l'emploi du temps) n'est allouée au suivi des élèves pré-orientés en SEGPA ! Pourtant, la mise en place des inclusions et de la co-intervention nécessite un travail d'équipe hebdomadaire très étroit. Les enseignantEs s'épuisent au fil d'échanges chronophages, sur leur temps libre, et souvent entre 2 cours. **Bilan de cette inclusion sans moyens : élèves, profs, AESH, tout le monde souffre !**

Petite réflexion sur l'écriture et la grammaire inclusives

Le 25 novembre 2017, le président Macron a fait un discours de presque une heure sur l'égalité hommes-femmes, érigée en grande cause du quinquennat.

Quoi qu'on puisse penser des mesures proposées, en tant que femme je ne peux que me réjouir du fait que le président s'intéresse à la question, dénonce les violences commises par les uns et subies par les autres, et observe une minute de silence à la mémoire des 123 femmes mortes sous les coups de leur conjoint en France en 2016.

Cependant, une chose m'a choquée pendant ce discours : cette habitude d'utiliser le genre masculin comme genre neutre dans le langage. Ainsi, des « policiers formés » recueilleront la parole des femmes victimes de violence et les « maîtres » enseigneront l'égalité des sexes à l'école.

C'est bizarre, moi si je devais appeler un service gouvernemental pour parler des violences sexistes que je subirais, je pense que j'aurais plutôt envie de parler à une femme, qui malheureusement aurait de fortes chances de comprendre

par expérience de quoi je lui parle. Et concernant les profs des écoles, plus de 8 sur 10 sont des femmes...

Ah mais, suis-je bête ! Dans la langue française approuvée par l'Académie, « policier » veut dire « policier ou policière », et « maître » signifie « maître ou maîtresse ». Cette grammaire et cette écriture non-inclusives, qui constituent la règle officielle pour l'instant, invisibilisent les femmes.

Si le genre masculin est le genre neutre par défaut, le genre de base, alors le genre féminin passe presque pour une exception. Cette pratique perpétue dans l'inconscient collectif l'idée que les femmes appartiennent à la sphère privée, « hors du monde reléguées » (comme le chantaient déjà les féministes du Mouvement de Libération des Femmes) et n'encourage pas les jeunes esprits féminins en formation à investir l'espace public et à se faire entendre.

Il faut savoir que jusqu'au 18^{ème} siècle, la grammaire n'était pas aussi rigide sur la question et acceptait l'accord de proximité (« un homme et une femme sont intelligentes ») ou de majorité (« mille femmes et un homme sont intelligentes »). Cela rendait justice aux femmes et était beaucoup plus porteur de sens, notamment d'un point de vue pédagogique.

Ça nous évite de mettre dans la tête de nos élèves, dès le CP, que « le masculin l'emporte sur le féminin ». J'ai du mal à croire que les enfants de 6 ans soient capables simultanément d'intégrer cette règle en grammaire et de comprendre que, par ailleurs, les hommes ne sont pas forcément plus forts que les femmes, qu'une femme peut être camionneuse et un homme danseur, et que quand une femme dit « non » on ne doit pas jouer d'une supériorité physique ou psychologique supposée pour faire comme si elle avait dit « oui ».

Les contributrices et contributeurs de ce journal pratiquent l'écriture inclusive. La première fois qu'on y est confrontéE, je reconnais sans problème que ça freine la lecture. Mais ne vous découragez pas et vous verrez que rapidement c'est l'écriture excluante qui freine la compréhension et qui passe pour le témoignage d'une époque révolue.

Éducation populaire en Argentine

18h... Au milieu de charriots remplis de déchets jusqu'à la gueule et de cartoneros¹ massés devant la gare Constitución pour rejoindre la banlieue tentaculaire de Buenos Aires, Helda se faufile à la descente du colectivo.

Au rez-de-chaussée du bachillerato², elle confie sa fille à la garderie autogérée du mouvement Dario Santillan, qui tient son nom d'un chômeur du mouvement piquetero³ assassiné en 2002.

« L'éducateur est un apprenant », « la pédagogie est une lutte pour ta libération »... Les murs de la salle dont Helda pousse la porte à l'étage sont couverts de citations de *La Pédagogie des Opprimés* et de peintures à l'effigie de Paolo Freire⁴.

20 adultes du 2^{ème} cycle⁵ travaillent en ateliers coopératifs sur l'Economie Populaire⁶. CertainEs étudiantEs s'attaquent aux ravages de la doctrine Friedman sur l'économie argentine quand d'autres interrogent les répercussions de la collaboration du pays avec la Banque Mondiale et le FMI.

Helda et ses compañeros/as s'intéressent aux solidarités qui se créent entre entreprises récupérées par leurs ouvrierEs car sa mère travaille dans une coopérative récupérée⁷.

Joana, l'une des 3 profs présentEs dans la classe, doit les abandonner pour une réunion avec les enseignantEs du cycle 2 qui travaillent dans les autres bachilleratos du mouvement. À Mario qui s'interroge sur son choix de refuser le salaire de l'Etat⁸ elle répond énervée :

« Comment espères-tu te libérer de ton oppresseur si c'est encore lui qui te donne la béquie ?!

- D'accord, mais comment ferais-tu, toi, pour bequeter, et comment le bachillerato existerait-il si Juan-Carlos, Beatriz, Edith et moi ne mutualisons pas les salaires que nous verse l'Etat ?!

- Très bien ! Merci à vous... Peut-être que ça n'a aucune incidence sur ta matière, mais je ne me vois pas dénoncer le capitalisme dans mon cours tout en étant directement dépendante d'un Etat néo-libéral ! »

Dans une autre salle de l'immeuble occupé par le Movimiento Anibal Veron, Pablo s'est installé pour une AG avec les étudiantEs et les enseignantEs modérateurs-trices du cycle 1. À l'ordre du jour, l'organisation d'une manif de soutien aux mères de la place de Mai, les méthodes pédagogiques des enseignantEs en cours de Santé, et l'interdiction de la drogue dans le bachillerato.

Pablo a été chargé par les autres élèves du 1^{er} cycle de prendre la parole sur l'évaluation faite par les étudiantEs des méthodes pédagogiques choisies par les profs de Santé⁹.

« Les étudiants trouvent que le cours n'est pas assez concret. Pourquoi réaliser des graphiques sur la prise en charge des malades par l'hôpital public plutôt que d'aller dans un dispensaire ou un hosto du quartier pour voir ce qu'ils vivent en vrai ? » Federica reconnaît que le choix qui a été fait par les enseignantEs s'avère peu concluant.

« Si vous voulez on en discute lors du prochain cours, euh... jeudi je crois, et vous ferez des propositions pour qu'on rectifie le tir. Ça vous va ?

- Parfait !

- Vu qu'il est 21h30, il valait mieux que ça vous convienne ! Désolée pour le dernier point mais on doit nettoyer et partir si on ne veut pas que les camarades de la garderie fassent des heures sups ! »

1. travailleurSEs informellEs de Buenos Aires

2. les bachilleratos sont des lieux d'éducation populaire. Il y en a 80 à Buenos Aires, soit 8000 élèves. Ils se sont développés depuis 2001 à l'initiative de piqueteras voulant apprendre à lire et écrire

3. mouvements rassemblant des chômeurSEs argentinEs qui coupent les routes en brûlant des pneus

4. Paolo Freire (1921-1997) a fondé le Mouvement de culture populaire et mené des campagnes d'alphabétisation au Brésil

5. il y a 3 années d'études pour obtenir un diplôme qui donne accès à l'université

6. en plus d'ateliers de lecture et d'écriture, il y a 5 matières au lieu de 12 dans les programmes officiels : santé/économie populaire/social/mathématiques/langues

7. il y a environ 400 entreprises récupérées et autogérées en Argentine

8. de nombreux bachilleratos sont reconnus, ainsi que leurs diplômes, par l'Etat, qui rémunère une partie des enseignantEs

9. il y a 3 formes d'évaluation : auto-évaluation des élèves/évaluation des élèves par les enseignantEs/évaluation des enseignantEs par les élèves

La non-mixité n'est pas la ségrégation !

L'organisation de réunions, ateliers, moments de formation en non-mixité est un sujet qui fait encore aujourd'hui polémique, comme on l'a vu suite à l'organisation d'un stage de Sud Éducation 93, notamment parce que certainEs l'assimilent à une pratique ségrégationniste.

Historiquement, cette pratique est issue en France des luttes féministes des années 70 (notamment du Mouvement de Libération des Femmes) ; avant cela, elle a d'abord été mise en place par le mouvement états-uniens pour les

droits civils.

Pour bien comprendre l'intérêt de cette pratique, il faut différencier la non-mixité subie de la non-mixité choisie.

La non-mixité subie est oppressive et structurelle ; elle résulte de la domination d'un groupe sur un autre. Pour ne prendre qu'un exemple, en France, on voit bien le peu de place laissée aux femmes et aux personnes non-blanches dans les instances dirigeantes.

Bien que notre société soit mixte, certains espaces ne laissent de place en réalité qu'aux personnes issues de groupes dominants (les hommes blancs, hétérosexuels, valides, chrétiens).

La non-mixité choisie repose sur un besoin identifié et momentané ; il s'agit de construire des espaces et des temps afin que les personnes victimes d'une même oppression puissent s'exprimer et échanger sur ce qu'elles subissent.

Toutes les femmes qui ont déjà relaté, en présence d'un homme, des situations sexistes dont elles étaient victimes le savent : celui-ci va bien souvent se défendre d'être sexiste (même quand il n'est pas visé) et il va souvent essayer de minimiser l'ampleur de ces discriminations (car il lui est douloureux d'accepter l'idée que ses congénères masculins fassent subir tout cela à ses congénères féminines).

Cela détourne alors la discussion, en obligeant à rassurer la personne appartenant au groupe dominant. Cette présence masculine peut également modifier ou empêcher la parole des victimes.

La pratique de la non-mixité a donc pour vocation d'éviter ces problèmes, en libérant la parole de personnes victimes d'oppression, sans peur de choquer et sans risque de rajouter au traumatisme les réactions parfois naïves des personnes découvrant ces problèmes.

L'exemple classique est celui des violences sexuelles avec des réactions de personnes non concernées comme : "Mais pourquoi ne lui as-tu pas mis un coup de pied dans les couilles ?" ou, plus original : "Mais quand tu t'es fait violer, tu avais pris des risques ?" (Réponse pour celle-ci : "Si sortir seule la nuit avec jupe est une prise de risque, alors oui, mais où veux-tu en venir ?!")

Bien entendu, la non-mixité n'est pas une fin en soi : il s'agit d'un moment de la lutte, qui permet ensuite de mieux se retrouver afin de lutter en mixité.

Ce n'est qu'une fois la parole libérée que les personnes victimes de ces oppressions systémiques peuvent s'organiser sereinement avec leurs alliés-es (les hommes antisexistes, les personnes blanches antiracistes par exemple), si elles le souhaitent.

La non-mixité est un temps proposé aux personnes victimes de l'oppression en question dont elles peuvent s'emparer -je dis bien- **si elles le souhaitent**.

Ces moments ne sont jamais imposés ; ainsi, ceux qui ne seraient pas à l'aise avec ce mode d'organisation n'ont aucune obligation à y participer ! Je ne vois donc pas pourquoi ceux-là en empêcheraient les autres...

Face à Blanquer, Dehaene et les neurosciences : Laissons les enfants vivre, expérimenter et avoir des idées !!

Depuis qu'il est en poste, notre ministre de l'éducation a trouvé LA caution tendance pour appuyer ses errances pédagogico-passéistes : les neurosciences. Et avec elles, leur figure la plus représentative : Stanislas Dehaene, chercheur et animateur de l'association « Agir pour l'école », qui est largement soutenue par les libéraux de l'Institut Montaigne, et financée par Axa, Total, HSBC, Dassault, etc.

Blanquer et Dehaene, c'est une longue histoire ! Blanquer lui avait donné un rôle important dans un comité scientifique créé à l'époque Sarkozy (rappelez-vous du dispositif de repérage dès la maternelle des élèves en difficultés, c'est eux !). Dehaene militait alors pour un diagnostic (très) précoce des troubles de l'apprentissage, et soutenait la pratique d'évaluations de rentrée en CP, considérant ces troubles « aisés à déceler » à ce moment. Cela permettait de coller à l'élève une étiquette « *haut risque* », « *risque* » ou « *RAS* ». Le fait de mettre les élèves dans une case dès leur arrivée à l'école élémentaire ne semblait vraiment pas les déranger...

Son cheval de bataille actuel, c'est l'apprentissage de la lecture et le retour aux fondamentaux. En s'appuyant sur ses prétendues données objectives, Dehaene multiplie les conférences (avec soutien affiché du ministère) pour prôner l'importance de la syllabique, « *efficace objectivement* » et apprendre aux enseignantEs à aller à l'important, à arrêter de proposer des activités « *aussi floues* » qu'« entrer dans le monde de l'écrit » ou « lire entre les lignes »...

Le secret de leur réussite auprès des parents et de nombreux enseignantEs ou conseillerEs pédagogiques, face aux pédagogues, est simple : une dose d'images de cerveaux avec plein de couleurs (ça fait science « dure », concrète), beaucoup de relents d'« école à l'ancienne », une opposition systématique entre leur approche « *objective* » et des pédagogues « *idéologistes* » (qui osent prétendre qu'il faut voir l'enfant à l'aune de ses idées ou de ses valeurs...), et surtout une bonne part de business et de relations (cf. leurs soutiens).

L'objectif non-déclaré est simple : arrêter de former des adultes ouvertEs et critiques, mais plutôt insister sur des tâches sans but ni sens, répétitives et stériles. Ça se rebelle moins plus tard un enfant qui a uniquement un ordinateur à la place du cerveau... On est en plein dans l'idéologie libérale dominante (paradoxal pour des sciences « *objectives* »)...

Il est temps de prendre conscience du danger de ces discours qui sont de plus en plus souvent cités en exemple dans le monde éducatif.

Il est temps de résister en s'affirmant comme des professionnelLEs capables de faire des choix pédagogiques, concevant leurs enseignements en toute liberté pédagogique, et non des exécutantEs qui évaluent et mettent en œuvre les bonnes pratiques approuvées par le gouvernement.

Il est temps de réaffirmer l'importance des échanges, des errances, des expérimentations, des échecs, de la valorisation, de l'esprit critique pour nos élèves ! Construisons ensemble une autre école que celle qu'elles veulent nous imposer !

L'école et la Banque

Avec Macron l'école entre (enfin) dans le 21ème siècle. Les enseignantEs de l'Académie Nancy-Metz ont trouvé sur PIAL cette invitation à venir entendre une conférence de M. Tourte (ça n'est pas injurieux, il s'appelle vraiment comme ça), Directeur nationale de la Banque de France. On y apprend qu'un partenariat a été signé le 21 juillet 2017 entre le Rectorat de l'Académie et la Banque de France. Alors, « afin de le valoriser » (c'est présenté comme ça. Sûrement, ielles l'ont d'abord signé et ensuite, ielles se sont demandéEs à quoi ça allait pouvoir servir ?) « une conférence ayant pour thème "l'Éducation financière, économique et budgétaire du public" sera donnée par M. Tourte », « Directeur national à la Banque de France, du service des particuliers en charge de la stratégie d'Éducation budgétaire ». Il y a donc maintenant des stratégies d'Éducation budgétaire. « Cette intervention doit présenter le rôle d'opérateur national confié à la Banque de France ainsi que les supports pédagogiques mis à disposi-

-tion des enseignants pour démultiplier cette stratégie auprès de leurs élèves ». Les enseignantEs sont en charge de démultiplier cette stratégie. Précisons que cela les concerne touTEs, puisque sont invitéEs les profs de sciences économiques et sociales bien sûr mais aussi de maths, d'histoire-géo, de sciences médico-sociales, etc.

Il est vrai qu'il s'agit de l'éducation financière, économique et budgétaire du public. Le nouveau nom pour les élèves, sans doute. Et comme c'est « stratégie », tout est pensé. La conférence avait lieu le 29 novembre, un mercredi après-midi. S'agirait pas que ces feignantEs s'imaginent qu'en s'inscrivant ielles auraient là une stratégie pour rater une heure de travail.

#balance ton chef

« Un cadre du rectorat de l'académie de Nancy-Metz a été condamné ce mercredi par le tribunal correctionnel de Nancy à 6 mois de prison avec sursis. Ce sexagénaire, qui a comparu le 27 septembre, a été reconnu coupable du délit de « harcèlement sexuel par une personne abusant de l'autorité que lui confère sa fonction ». Une condamnation plutôt rare, car cette infraction est généralement difficile à qualifier, et qui intervient dans l'actualité de l'affaire Weinstein. [...] La victime a fait une tentative de suicide. »

Est Républicain du 9/11/17

Soyons vigilantEs !

Rappel juridique : Il existe deux types de harcèlement : moral et sexuel.

Tout acte constitutif de harcèlement donne lieu à des sanctions. Ne restez pas dans le silence.

Voici les 3 étapes à respecter pour dénoncer de tels faits :

- 1- Rassembler des preuves : certificat médical, témoignages, attestations sur l'honneur, sms, mails...
- 2- S'adresser aux bons interlocuteurs : interpellier les membres du CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail), consigner les faits dans le RSST de son lieu de travail (Registre de santé et de sécurité au travail), prendre contact avec le syndicat, prendre RDV avec un des médecins de prévention du rectorat (y aller accompagné par le syndicat) ...
- 3- Ne plus aller travailler : exercer son droit de retrait si vous encourez un danger grave et imminent pour votre santé.

NON à la domination !

**Qu'elle soit hiérarchique et/ou sexiste,
ne laissons pas faire !**

Ouvrons-la ! Qu'on soit victime ou témoin !



J'adhère !

Bulletin d'adhésion téléchargeable sur notre site internet à l'adresse suivante :

<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?rubrique32>